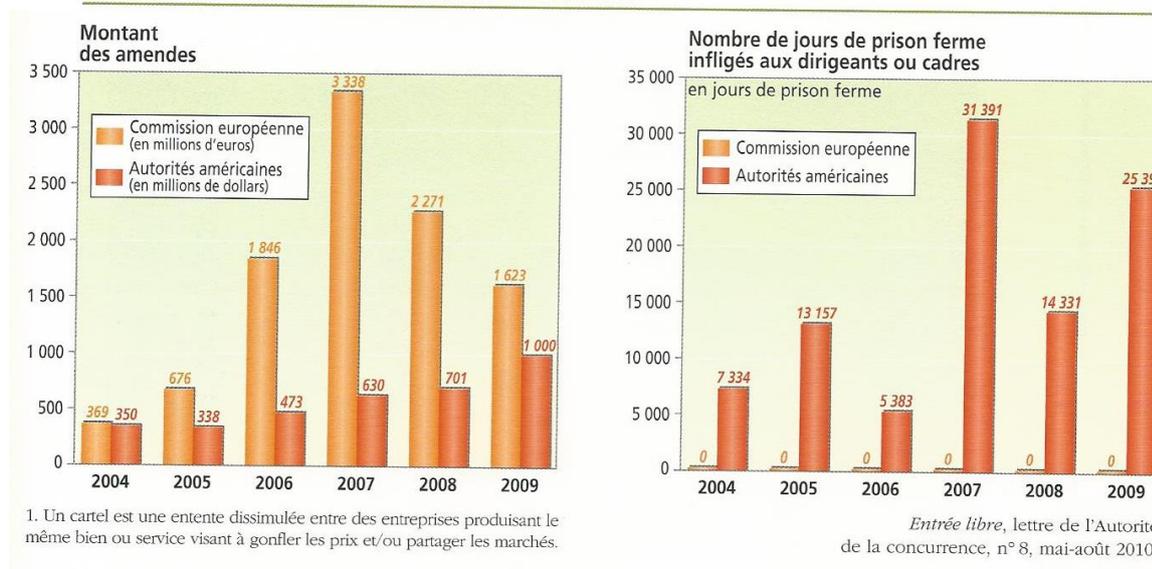


Chapitre 5 : Régulations et déséquilibres macroéconomiques

Doc. 1 :

Sanctions infligées par l'Union européenne et par les États-Unis aux entreprises ayant participé à des cartels¹



Doc. 2 :

Redistribution et services collectifs : quel impact sur les niveaux de vie ?

Revenu annuel par équivalent adulte en euros	Revenu moyen des 20 % plus modestes	Revenu moyen des 20 % plus aisés	Rapport entre les deux catégories extrêmes
Avant redistribution	7 210	53 140	7,4
Après impôts	6 660	41 760	6,3
Après impôts et prestations sociales ¹	11 060	42 290	3,8
Augmenté des transferts en « nature » des services publics, essentiellement santé et éducation	17 830	47 430	2,7

¹ D'après Vincent Bonnefoy, Marie-Cécile Cazenave, Alexis Eidelman, Tiaray Razafindranovona, « La redistribution en 2009 », *Portrait social*, 2010.

1. Certaines prestations ont pour objectif principal de réduire les écarts de niveau de vie entre les ménages. Ainsi, ce document prend en compte les prestations familiales, l'allocation logement ou les minima sociaux. Sont exclues de cette étude les prestations qui ont pour objectif de maintenir le niveau de vie des personnes en cas de chômage, maladie ou retraite.

Doc. 3 :

Quelques exemples de prélèvements obligatoires

	Produit (2008)		Sur quoi porte le prélèvement obligatoire ?	Qui paye ?	Qui prélève ?	Nature du prélèvement	À qui va la somme prélevée ?
	En milliards d'euros	En % des PO					
TVA	130	15,6	Toutes dépenses de consommation	Ménages	Les entreprises	Proportionnel à la dépense	État
Tipp, tabac, alcool, loto, PMU, assurances...	51	6,1	Produits pétroliers, consommations spécifiques	Ménages et entreprises	Les entreprises	Proportionnel à la dépense	État, départements, régions et organismes de sécurité sociale
Impôt sur le revenu	50,7	6,1	Revenus du travail, retraites, loyers, revenus du capital assujettis à l'impôt	Ménages	Paiement direct au fisc	Progressif	État
CSG et CRDS	90,8	10,9	Revenus du travail, retraites, loyers, revenus du capital, plus-values	Ménages	Prélèvement à la source	Proportionnel	Assurance maladie, politique familiale et minimum vieillesse
Impôt de solidarité sur la fortune	4,2	0,5	Patrimoine à l'exclusion de l'outil de travail et des œuvres d'art	Ménages	Paiement direct au fisc	Progressif	État
Cotisations sociales	311,6	37,4	Salaires et revenus d'activité des indépendants	Ménages et entreprises	Payées via les entreprises	Proportionnel	Caisses de retraite, assurance chômage, assurance maladie...

▲ D'après *Alternatives économiques*, hors-série n° 86, oct. 2010.

Lexique : PO : prélèvement obligatoire ; TVA : taxe sur la valeur ajoutée ; Tipp : taxe intérieure sur les produits pétroliers ; CSG : contribution sociale généralisée ; CRDS : contribution de remboursement de la dette sociale.

Doc. 4 :

Les recettes prévues pour l'année 2011

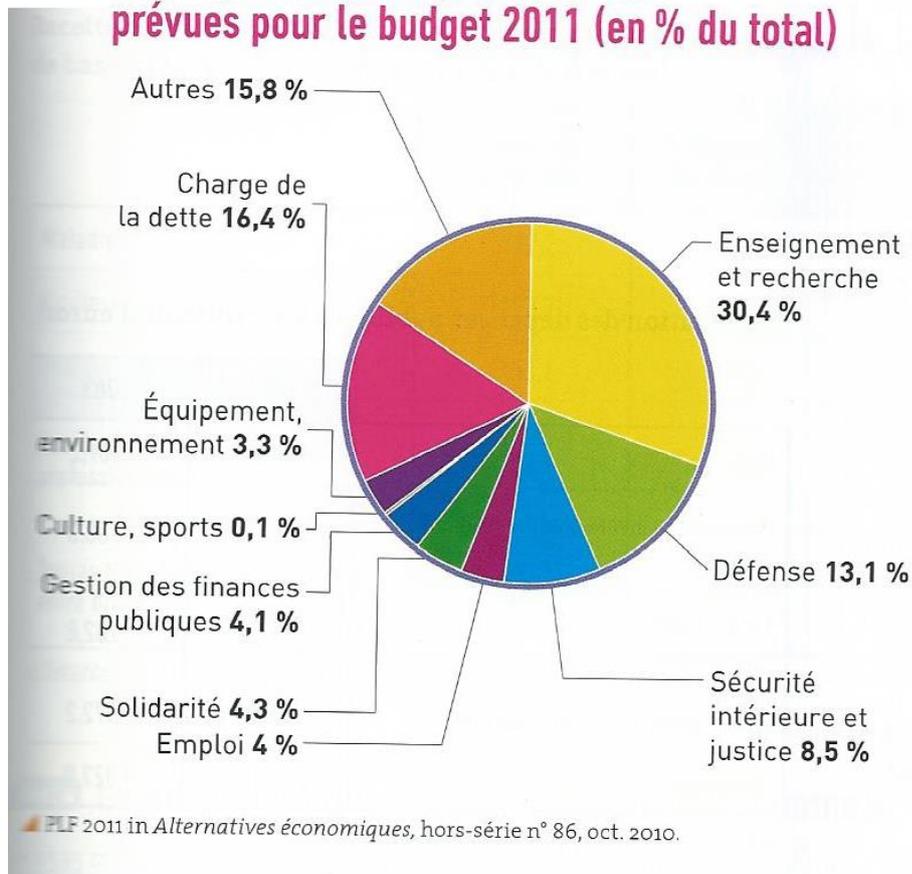
Projet de loi de finances 2011	En milliards d'euros
Impôt sur le revenu	59,5
Impôt sur les sociétés	56,6
Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)	14,1
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	175,1
Autres	31,2
Total des ressources fiscales	336,5
À déduire : remboursements et dégrèvements ¹	- 82,2
Recettes non fiscales²	16,9
Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales, des communautés européennes...	- 73,4
Recettes de l'État central (nettes de prélèvements)	197,8

▲ Source : ministère des Finances.

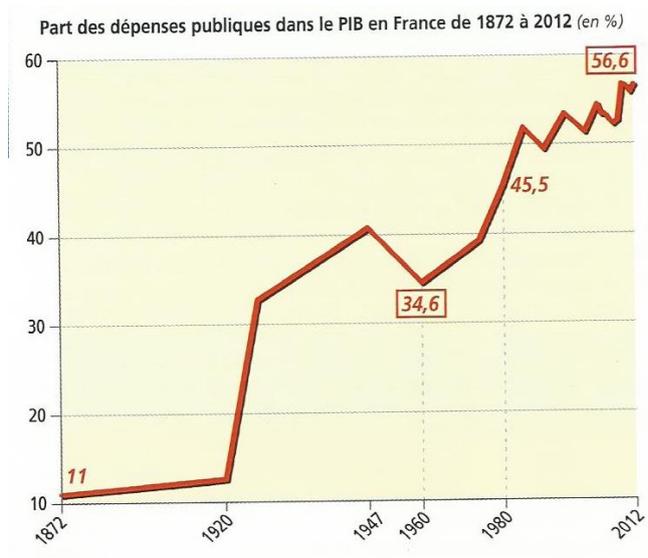
1. Les remboursements et dégrèvements sont liés à la modification de la fiscalité pour 2011.
2. Elles comprennent les dividendes sur des participations de l'État, le produit de la vente de biens et services comme les jeux de hasard par la Française des jeux, les amendes pour les infractions à la circulation ou aux règles de la concurrence.

Doc. 5 :

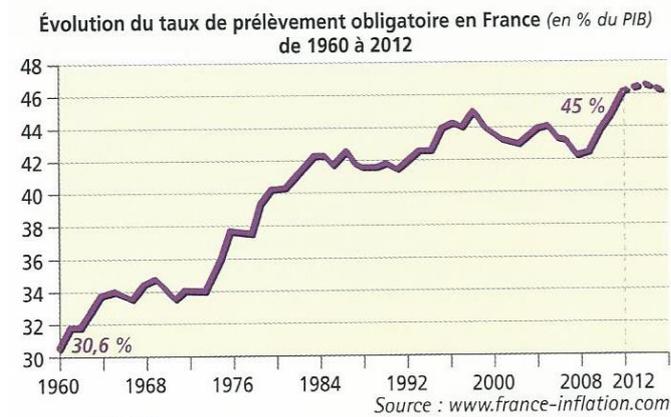
Les dépenses publiques de l'État prévues pour le budget 2011 (en % du total)



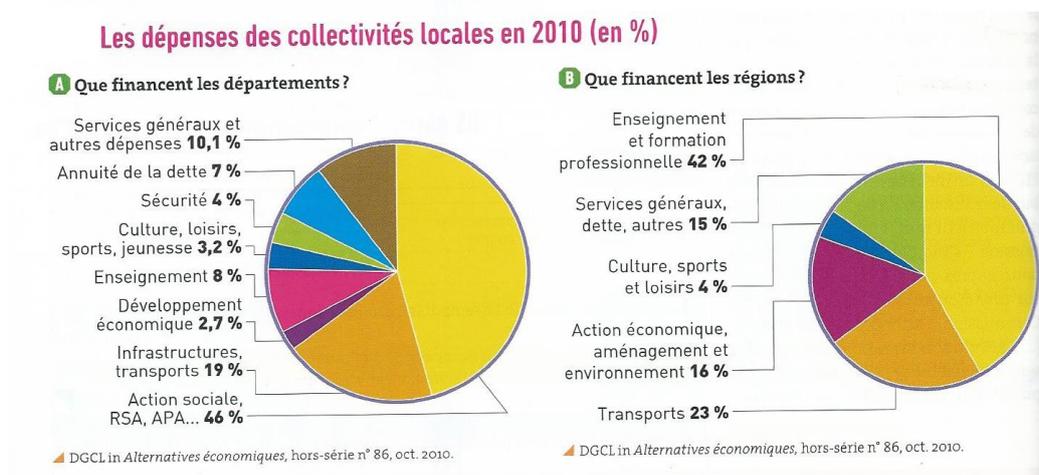
Doc. 6 :



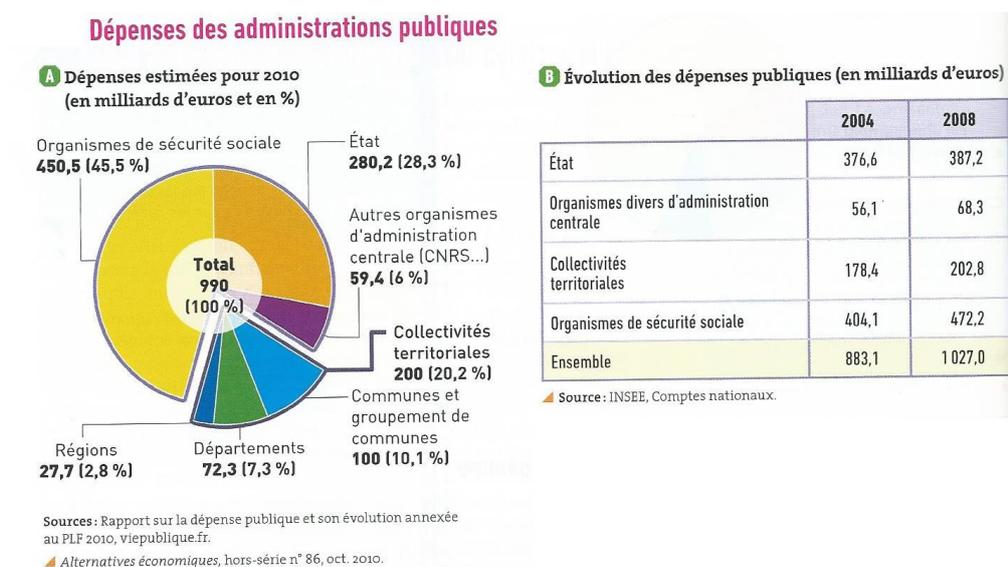
Doc. 7 :



Doc. 8 :



Doc. 9 :



Doc. 10 :

Les dépenses des collectivités locales en 2010 : deux exemples

a. Budget 2010 de la Région Pays de la Loire

Dépenses régionales : 1 396 M€

Formation professionnelle, apprentissage, politiques de l'emploi	314,5 M€
Charges générales*	314,4 M€
Éducation et enseignement supérieur	227 M€
Aménagement, transports et déplacements	225,2 M€
Action économique	102,1 M€
Solidarités humaines et territoriales	76,9 M€
Recherche, affaires interrégionales, Européennes et internat démocratie territoriale	59,9 M€
Culture, Sports et loisirs	43,5 M€
Environnement et Cadre de Vie	32,2 M€

*Dont gestion de la dette et charges du personnel

Source : www.paysdelaloire.fr.

b. Budget 2010 du département de la Loire-Atlantique

Dépenses

Action sociale	
Enfance et familles	173,20 M€
Personnes âgées	130,40 M€
Personnes handicapées	109,36 M€
Solidarités et insertion	175,02 M€
Éducation 104,40 M€	
Développement et aménagement du territoire	
Transports	64,83 M€
Voies de communication	117,76 M€
Infrastructures maritimes et fluviales	3,96 M€
Sécurité des biens et des personnes	51,76 M€
Activités économiques, emploi et recherche	14,53 M€
Aménagement et développement du territoire	46,71 M€
Action foncière	8,20 M€
Habitat	17,24 M€
Environnement et cadre de vie	
Environnement	14,97 M€
Sports	13,87 M€
Jeunesse et éducation populaire	3,53 M€
Culture	33,85 M€
Développement touristique	4,14 M€
Relations internationales	1,32 M€
Charges financières 55,08 M€	
TOTAL	1 144,13 M€

Source : www.loire-atlantique.fr.

Doc. 11 :

La sécurité sociale confrontée aux déficits et à la dette

Recettes et dépenses prévues pour 2011 pour les régimes obligatoires de base de la sécurité sociale (en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	172,2	183,5	-11,3
Veillesse	193,7	202,3	-8,5
Famille	53,1	55,8	-2,7
Accidents du travail et maladies professionnelles	13,1	13,0	0,1
Toutes branches (hors transferts entre branches)	426,7	449,0	-22,4

Source : loi de financement de la sécurité sociale pour 2011, legifrance.gouv.fr, 20 déc. 2010.

Doc. 12 :

Répartition des prélèvements obligatoires par type de prélèvement en 2008

en %	Impôts directs	Impôts indirects	Cotisations sociales
État	41,0	56,1	2,9
Administrations de Sécurité sociale	24,6	5,0	70,4
Administrations publiques locales	75,1	24,9	0,0
Total des prélèvements obligatoires	37,6	24,6	37,8

Source Insee, comptes nationaux.

Rapport sur les prélèvements obligatoires et leur évolution, projet de loi de finance 2010, ministère de l'Économie.

DÉFINITION

Prélèvements obligatoires

Versements effectifs opérés par tous les agents économiques au secteur des administrations publiques. Ils sont composés des impôts (incluant les taxes) et des cotisations sociales.

$$\text{taux de prélèvements obligatoires} = \left(\frac{\text{montant des prélèvements obligatoires}}{\text{PIB}} \right) \times 100$$

Doc. 13 :

Les taux de prélèvements obligatoires (en % du PIB) en 2011

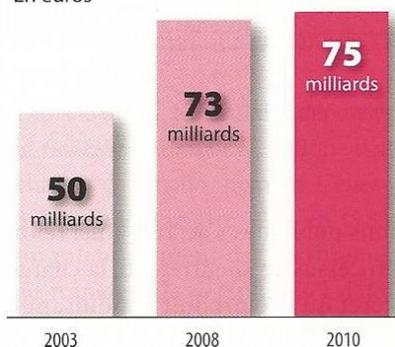
	France	Allemagne	Danemark	États-Unis	OCDE
Impôts sur le revenu des personnes physiques (y compris CSG)	7,5	9,3	24,5	9,2	8,4
Impôts sur les bénéfices des sociétés	2,5	1,7	2,8	2,6	2,9
Cotisations sociales salariés	4,1	6,4	1,0	2,1	3,2
Cotisations sociales employeurs	11,4	6,8	0,1	3,3	5,3
Impôts sur les biens et services (dont TVA)	11,0	10,8	15,3	4,6	11,0
Impôts sur le patrimoine	3,7	0,9	1,9	3,0	1,8
Autres prélèvements	3,5	1,2	2,5	0,1	1,2
Total	43,7	37,1	48,1	25,1	33,8

Source : OCDE.

Doc. 14 :

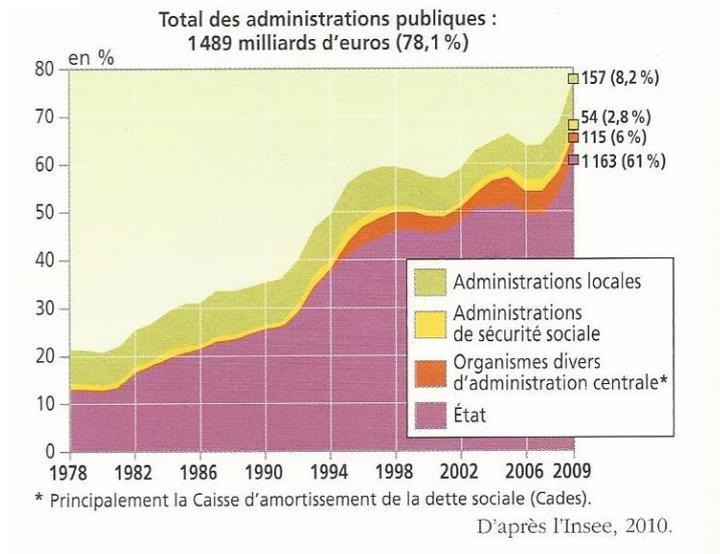
Ce que les niches fiscales coûtent à l'État

En euros



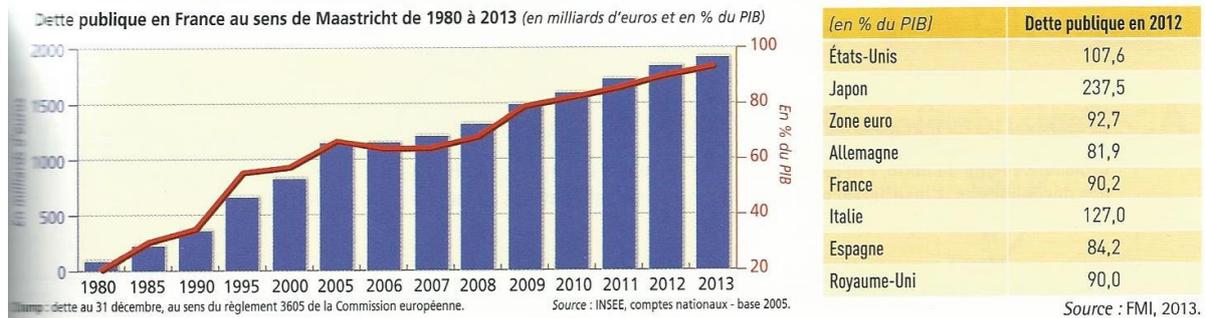
Doc. 15 :

La dette des administrations publiques



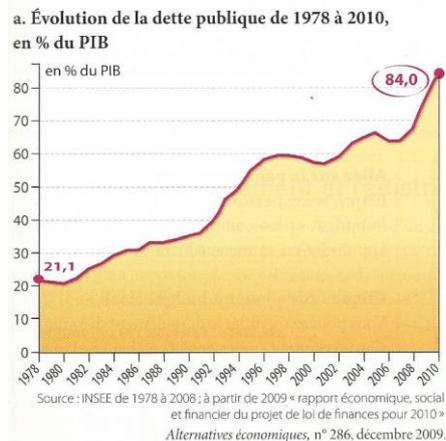
Doc. 16 :

La dette publique en France et dans quelques pays avancés

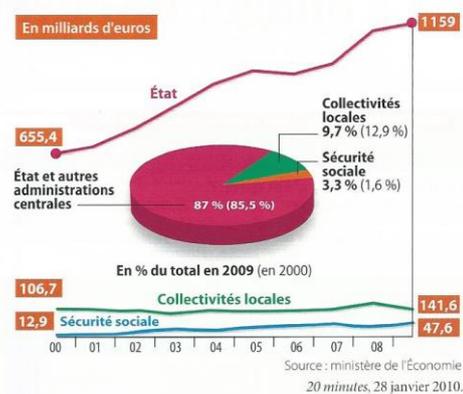


Doc. 17 :

La hausse de la dette publique

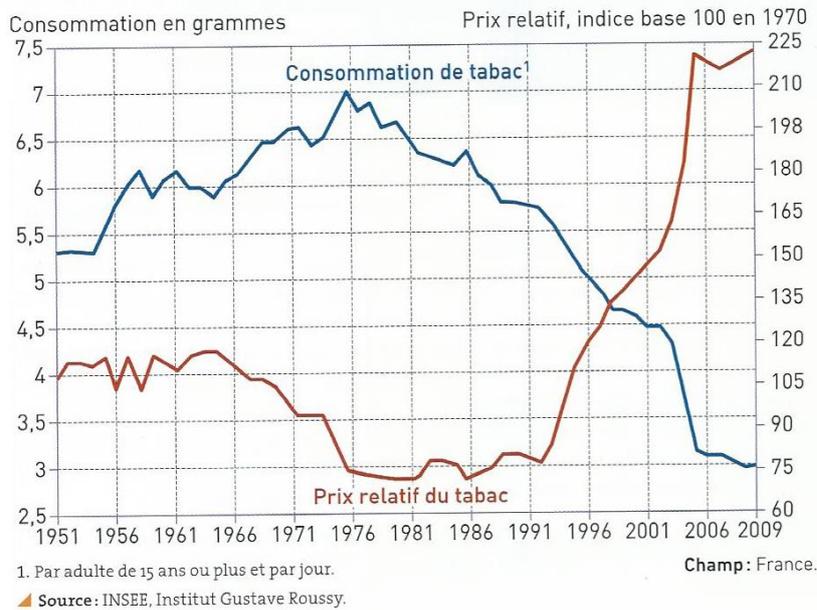


b. Dette : l'État loin devant



Doc. 18 :

Observer le lien entre le prix du tabac et sa consommation



Doc. 19 :

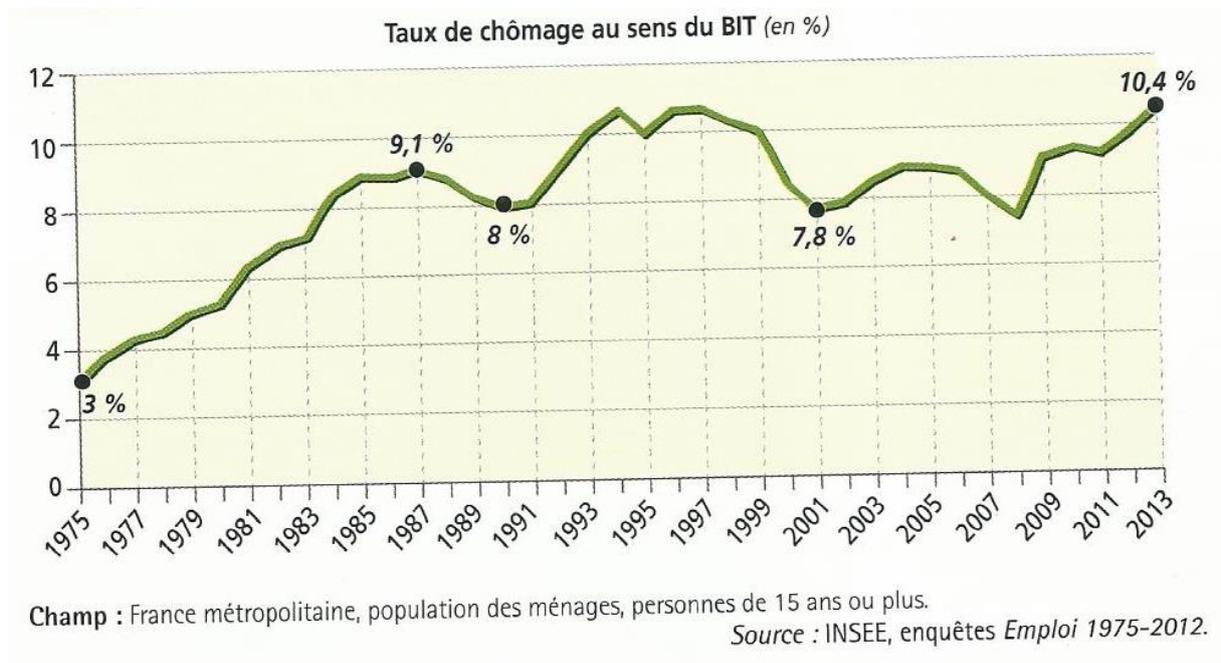
Croissance et grands déséquilibres macroéconomiques en France

	2007	2008	2009
Croissance du PIB	2,3	0,3	-2,5
Hausse des prix ¹	1,6	3,2	0,1
Taux de chômage ²	8,4	7,8	9,5
Solde la balance courante en % du PIB ³	-1,0	-2,3	-2,2

D'après l'OCDE.

- Hausse de l'indice des prix à la consommation.
- Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). Au sens du Bureau international du travail, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui est sans emploi (il n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence), est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et cherche activement un emploi.
- Solde de la balance courante : solde des entrées et sorties de devises liées aux échanges internationaux de biens (balance commerciale), de services, de revenus (dividendes, intérêts, salaires) et de transferts courants (contribution au budget européen, dons aux pays en développement...).

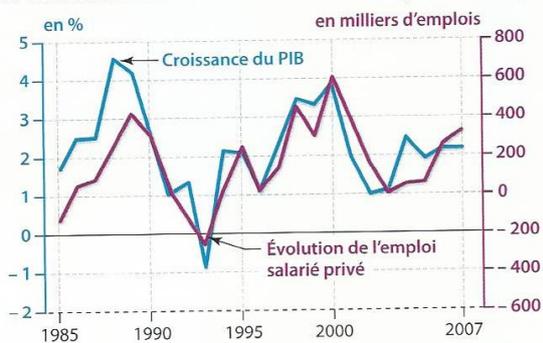
Doc. 20 :



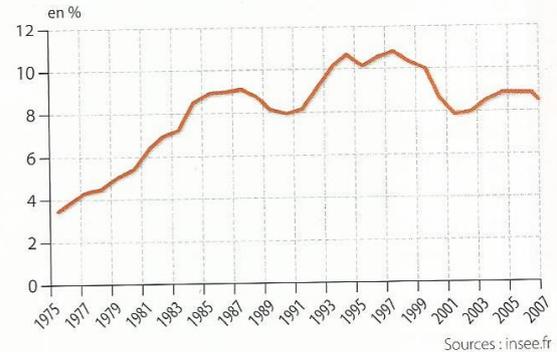
Doc. 21 :

Le chômage : un problème de croissance ?

a. Croissance du PIB et évolution de l'emploi salarié privé



b. Taux de chômage

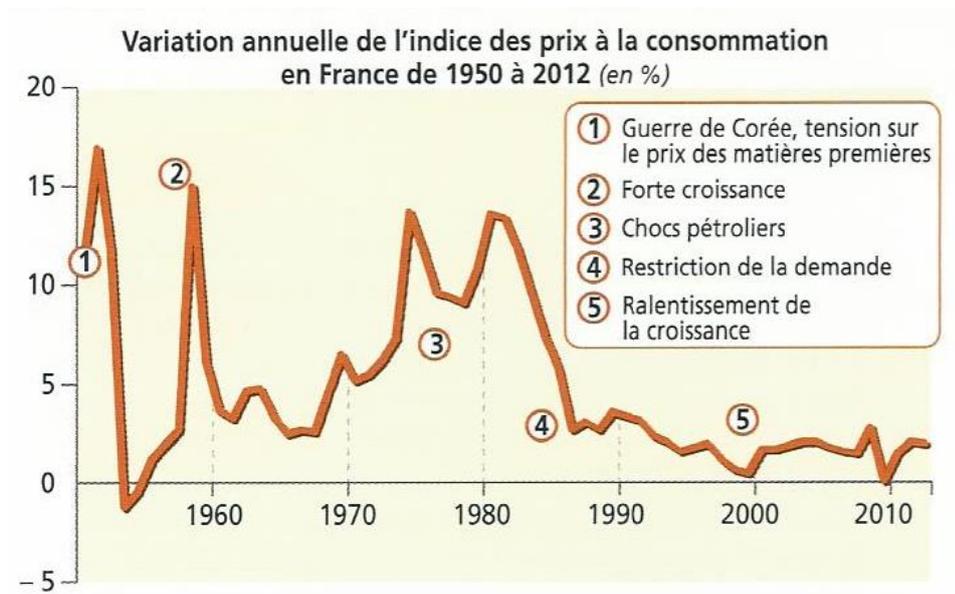


Doc. 22 :

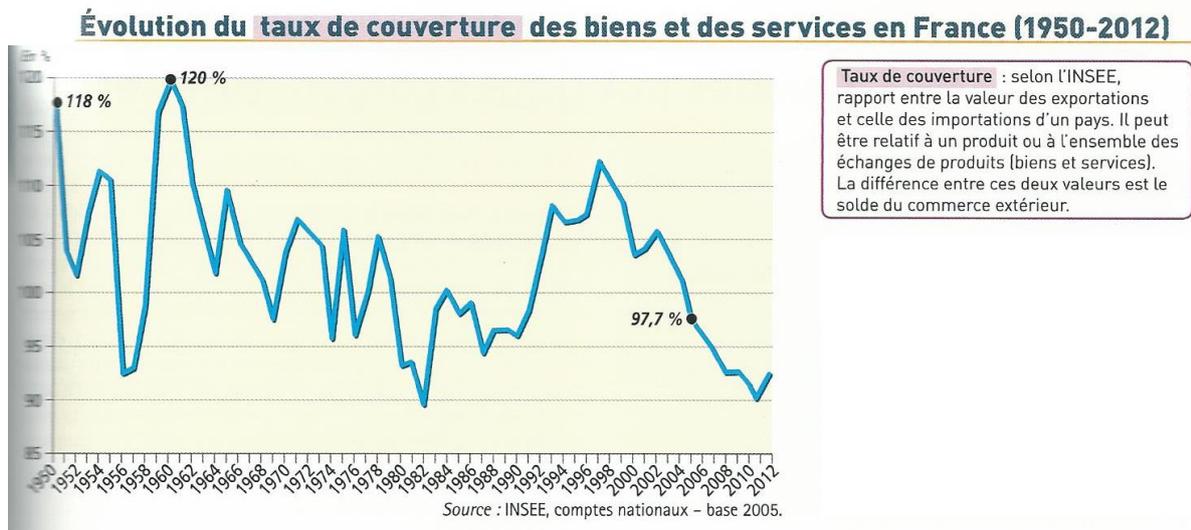
	Décembre 2006	Décembre 2007	Décembre 2008	Décembre 2009
Indice des prix à la consommation Base 100 en 1998	114,9	117,7	118,9	120

Source : Insee, informations rapides, n° 15, décembre 2007 ; n° 13 décembre 2008 ; n° 12, décembre 2009.

Doc. 23 :



Doc. 24 :



Doc. 25 :

Évolution du solde extérieur par produit à prix courants (en milliards d'euros)

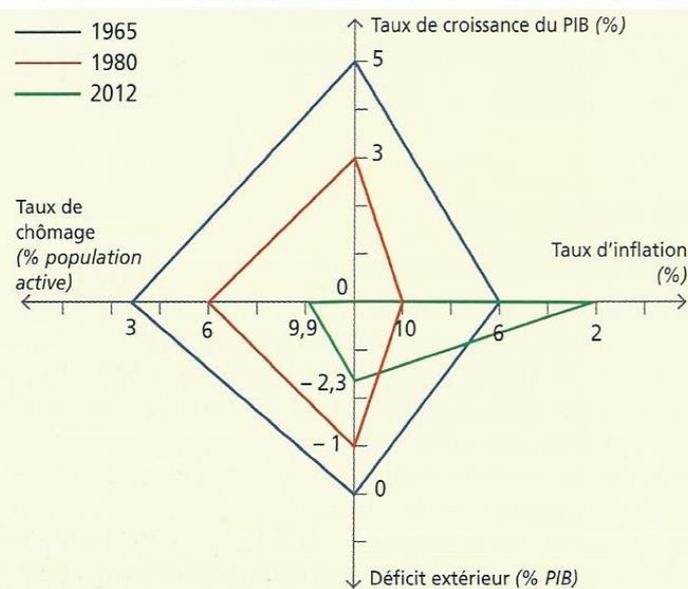
Intitulés	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	1,8	1,7	1,6	1,7	2,0	3,4	1,6
Produits de l'industrie	-5,9	-15,8	-34,8	-41,8	-55,0	-71,7	-56,3
Produits des industries agricoles et alimentaires	6,8	6,3	6,2	7,1	7,3	6,0	4,2
Biens de consommation	-6,7	-8,0	-8,8	-8,7	-10,8	-11,0	-11,2
Automobile	11,6	12,2	8,8	5,6	0,8	-3,5	-5,3
Biens d'équipement	7,7	7,0	4,1	7,5	5,7	8,5	6,4
Biens intermédiaires	-3,3	-5,6	-7,8	-7,6	-12,8	-13,4	-9,8
Énergie	-22,0	-27,7	-37,4	-45,7	-45,1	-58,2	-40,6
Services principalement marchands	2,0	-3,2	-2,5	-6,8	-7,9	0,5	-3,6
Commerce	0,0	-1,7	-1,1	-1,0	-2,0	0,6	0,3
Transports	-0,8	-4,3	-6,0	-7,3	-6,6	-7,2	-7,1
Services financiers	0,6	0,6	2,3	1,7	2,1	7,6	5,9
Services aux entreprises	2,3	2,1	2,4	0,0	-1,1	-0,3	-2,3
Services aux particuliers	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,4
Services administrés	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5
Éducation, santé, action sociale	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5
Ensemble	16,1	1,7	-14,9	-23,5	-36,1	-43,3	-37,0

▲ Comptes nationaux, Base 2000, INSEE, 2010.

Doc. 26 :

Le carré magique de Nicholas Kaldor

Les déséquilibres macroéconomiques en France : 1965, 1980, 2012

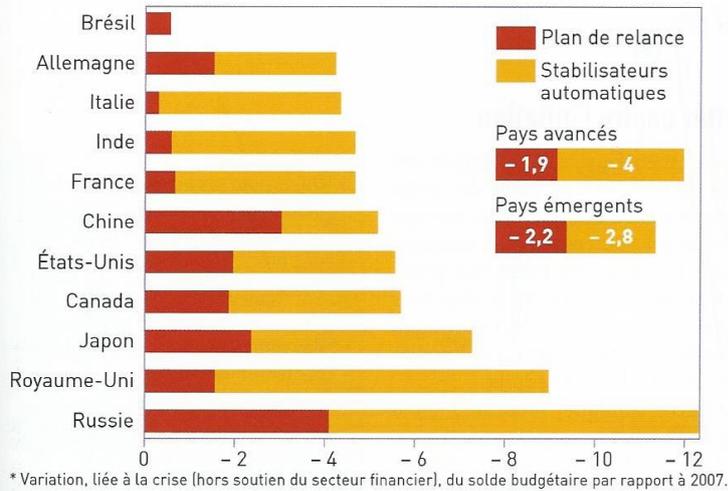


Le carré magique
Représentation imaginée par
Nicholas Kaldor (1908-1986)
pour visualiser les objectifs
de la politique économique
conjoncturelle d'un pays.

Doc. 27 :

La crise des subprimes et les politiques budgétaires

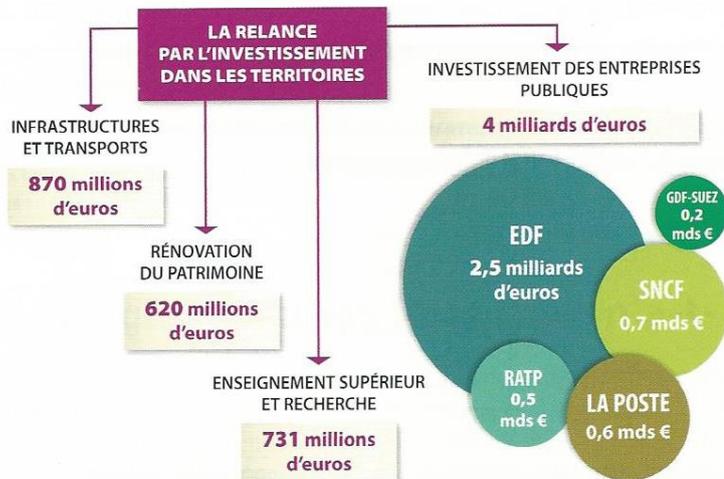
Impulsion budgétaire* dans les pays du G20, en % du PIB



Source: FMI - Alternatives économiques, hors-série n° 82, oct. 2009.

Doc.28 :

La relance par l'investissement dans les territoires



D'après Le Figaro, 3 février 2009.

Les plans de relance nationaux face à la crise

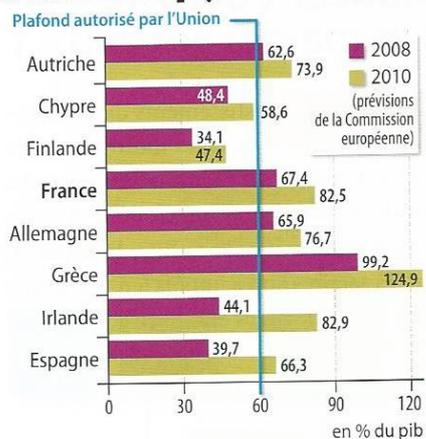
Plans de relance annoncés pour 2009 par type de demande encouragée
(en milliards d'euros)

Type de demande	Allemagne	France	Royaume-Uni	Italie	Espagne
Construction résidentielle	1,8	1,8	2,1	0,3	0,5
Infrastructures publiques	17,3	10,5	1,2	1,4	8,0
Investissement productif	19,5	11,4	0,5	1,2	7,3
Consommation de biens durables	3,5 ¹	1,0 ¹	15,0 ³	-	1,8
Consommation de biens non durables	15,9 ²	1,5		2,6	0,6
Consommation publique	2,0	-	1,2	-	0,9
Total (en Mrd EUR)	50,0	26,2	20,0	5,5	19,1

1. Comprend la prime temporaire pour le remplacement d'un véhicule ancien par un véhicule neuf moins polluant.
2. Comprend des mesures d'augmentation du pouvoir d'achat (réduction impôt sur les revenus, allocations familiales exceptionnelles) qui peut aussi se porter sur des biens non durables.
3. Baisse temporaire de la TVA de 17,5 à 15 %.

Où sont passés les critères de convergence ?

a. La dette des pays de la zone euro



b. Déficit public en % du PIB

